



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DES SOLIDARITES NATIONALES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DES FINANCES PUBLIQUES



RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Deuxième Trimestre 2019

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE

Deuxième Trimestre 2019

Avant-propos

A l'instar du premier trimestre 2019, l'exécution budgétaire du deuxième trimestre de l'année a été marquée par la poursuite des efforts du Gouvernement en matière d'assainissement des finances publiques et d'élargissement de la base productive. Le resserrement de la taille du Gouvernement, la suppression et la fusion de certaines agences, sont autant d'actions ayant rythmé le présent trimestre.

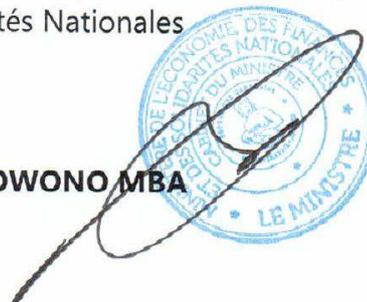
Aussi, en application des dispositions de l'article 83 de la LOLFEB, visant à rendre accessible au Parlement et au contribuable, l'information sur l'exécution de la loi de finances, le présent rapport est-il élaboré.

Il permet de donner une lisibilité à l'action du Gouvernement, portée vers la poursuite des réformes structurelles, la préservation des secteurs sociaux ainsi que le maintien des grands équilibres macroéconomiques.

C'est pourquoi, mes encouragements vont à l'endroit de l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de production de cette revue, pour laquelle les efforts doivent être maintenus afin de pérenniser cette pratique, conformément au calendrier de publication arrêté avec les partenaires techniques et financiers.

Le Ministre de l'Economie, des Finances et des
Solidarités Nationales

Roger OWONO MBA



Abréviations et acronymes

ANGTI	Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures
ASS	Afrique subsaharienne
BEPC	Brevet d'Études du Premier Cycle
BOP	Budget opérationnel de programme
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEP	Certificat d'Études Primaires
CNAMGS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale
CSS	Contribution Sociale de Solidarité
CP	Crédits de paiement
CSS	Contribution Spéciale de Solidarité
DCAF	Direction Centrale des Affaires Financières
DGI	Direction Générale des Impôts
EDS	Enquête démographique et de santé
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
FBP	Financement basé sur les performances
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
GCI	Indice mondial de la compétitivité (<i>Global Competitiveness Index</i>)
GdG	Gouvernement du Gabon
GEF	Gabonais économiquement faible
GFP	Gestion des Finances Publiques
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOLFEB	Loi organique relative aux lois de finances et à l'exécution du budget
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGR	Office Gabonais des Recettes
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAP	Projet Annuel de Performance
PEM	Perspectives de l'économie mondiale
PIP	Prime d'incitation à la performance
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PPP	Partenariat public-privé
PRE	Plan de Relance de l'Économie
PSGE	Plan Stratégique Gabon Émergent
ROAM	Redevance obligatoire à l'assurance maladie
RPROG	Responsables de programme
SEEG	Société d'Énergie et d'Eau du Gabon
SIGRH	Système d'information de gestion des ressources humaines
SOGARA	Société Gabonaise de Raffinage
SOGATRA	Société Gabonaise Des Transports
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UO	Unité opérationnelle
ZES	Zone économique spéciale

SOMMAIRE

Avant-propos.....	3
Abréviations et acronymes	4
SOMMAIRE.....	5
Index des tableaux	6
Index des graphiques	6
SYNTHESE	7
SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 JUIN 2019.....	8
Les recettes du budget de l'Etat	9
Les dépenses du budget général.....	10
Les comptes d'affectation spéciale.....	16
Les opérations de financement et de trésorerie.....	17
CONCLUSION	18
PRECISIONS METHODOLOGIQUES	19
ANNEXES.....	20
Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions FCFA).....	21
Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en FCFA).....	22
Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions FCFA).....	23
Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire (en millions FCFA).....	24
Annexe 5 : Dépenses sociales hors titre 2 (en milliards FCFA).....	25
Annexe 6 : Présentation détaillée des opérations de financement et de trésorerie (en millions FCFA).....	26
Annexe 7 : Présentation des comptes spéciaux (en millions FCFA)	27
Annexe 8 : Exécution de la solde permanente par mission (en FCFA).....	28
Annexe 9 : Exécution des mouvements de crédits par programme (en FCFA).....	29

Index des tableaux

Tableau 1 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FCFA).....	8
Tableau 2 : Exécution des dépenses de personnel (titre 2).....	12
Tableau 3 : Effectifs à fin juin 2019.....	12
Tableau 4 : Exécution des prêts projets à fin juin 2019	14
Tableau 5 : Dépenses des missions du secteur social à fin juin 2019 (en milliards de FCFA)	15
Tableau 6 : Subventions de l'Etat à fin juin 2019 (en milliards de FCFA).....	15
Tableau 7 : Opérations de financement et de trésorerie au 30 juin 2019	17

Index des graphiques

Figure 1 : situation des encaissements des recettes à fin juin 2019	9
Figure 2 : Exécution des dépenses du budget général par titre.....	10
Figure 3 : Situation des comptes spéciaux à fin juin 2019.....	16

SYNTHESE

Solde

Le solde net d'exécution, obtenu par consolidation du solde des opérations de de financement et de trésorerie et du solde budgétaire global au 30 juin 2019, s'établit à **-21,6 milliards FCFA**.

Recettes

Les recettes du budget de l'Etat se sont établies à **939,6¹ milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 44%. Ce taux est supérieur à celui observé en 2018, qui était de 42% pour un niveau de recettes de **853,6 milliards FCFA**.

Dépenses

A fin juin, le règlement des dépenses du budget de l'Etat a atteint **717,5 milliards FCFA**, soit 36% de réalisation par rapport à la loi de finances.

Comptes d'affectation spéciale

Le solde global des comptes spéciaux est positif (**5,7 milliards FCFA**). Ce résultat est tributaire du faible niveau d'exécution en dépenses.

¹ Ce montant diffère de celui enregistré dans le TOFE, il intègre notamment la liquidation des remboursements de la TVA (30,2), les recettes non budgétaires (-45,6) et les attributions de produits (2,6)

SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 30 JUIN 2019

Tableau 1 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FCFA)

RECETTES					DEPENSES					SOLDE A FIN JUIN
BUDGET GENERAL										
TITRES	LF 2019	Exé. à fin mars 2019	Exé. à fin juin 2019	Taux	TITRES	LF 2019	Exé. à fin mars 2019	Exé. à fin juin 2019	Taux	
Titre 1. Recettes fiscales	1 301 510	258 315	612 497	47%	Titre 1. Charges financières de la dette	255 594	24 252	107 098	42%	
Titre 2. Dons, legs et fonds de concours	3 458	-	-	0%	Titre 2. Dépenses de personnel (hors prestations sociales)	672 760	164 249	338 990	50%	
Titre 3. Cotisations sociales	- 36 717	- 9 340	- 19 833	54%	Titre 3. Dépenses de biens et services	288 538	40 500	88 407	31%	
Titre 4. Autres recettes	733 922	124 442	299 805	41%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	245 435	41 396	91 018	37%	
					Titre 5. Dépenses d'investissement	381 044	12 701	47 360	12%	
					<i>dont finex</i>	183 599	2 838	11 677	6%	
					Titre 6. Autres dépenses	64 500	585	3 159	5%	
A. TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL	2 002 173	373 416	892 469	45%	A. TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	1 907 871	283 683	676 032	35%	
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)										
PENSIONS	61 557	15 535	31 736	52%	PENSIONS	61 557	15 535	31 736	52%	
Titre 3. Cotisations sociales	61 557	15 535	31 736	52%	Titre 4. Dépenses de transfert	61 557	15 535	31 736	52%	
Part salariale	30 166	6 444	12 769	42%	Pensions civiles et militaires	54 256	15 466	31 667	58%	
Part patronale de l'Etat	31 391	9 091	18 967	60%	Pensions spéciales	7 301	69	69	1%	
PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	16 500	3 082	6 590	40%	PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	16 500	3 082	6 590	40%	
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	3 082	6 590	40%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	3 082	6 590	40%	
Allocations familiales	16 500	3 082	6 590	40%	Prestations familiales	16 500	3 082	6 590	40%	
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 899	302	302	16%	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 899	200	736	39%	
Titre 1. Recettes fiscales	1 899	302	302	16%	Titre 3. Dépenses de biens et services	633	60	245	39%	
Redevance audiovisuelle	1 899	302	302	16%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 266	140	490	39%	
PROMOTION DU SPORT	4 218	784	1 739	41%	PROMOTION DU SPORT	4 218	-	336	8%	
Titre 1. Recettes fiscales	4 218	784	1 739	41%	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	
Taxes sur les jeux de hasard	276	38	119	43%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 109	-	168	8%	
Droits d'accises	3 942	746	1 620	41%	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	
					Titre 5. Dépenses d'investissement	2 109	-	168	8%	
FORMATION POUR L'EMPLOI	2 296	1 827	2 385	104%	FORMATION POUR L'EMPLOI	2 296	496	1 483	65%	
Titre 1. Recettes fiscales	2 296	1 827	2 385	104%	Titre 3. Dépenses de biens et services	765	149	494	65%	
Taxes de formation professionnelle	2 296	1 827	2 385	104%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 531	347	988	65%	
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	-	-	0%	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	-	-	0%	
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	-	-	0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	-	-	-	-	
Redevance universelle	2 394	-	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	-	-	0%	
Promotion du logement décent	4 442	1 361	2 870	65%	Promotion du logement décent	4 442	-	-	0%	
Titre 4. Autres recettes fiscales	4 442	1 361	2 870	65%	Titre 3. Dépenses de biens et services	888	-	-	0%	
Fonds National de l'Habitat (FNH)	4 442	1 361	2 870	65%	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 554	-	-	0%	
Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	17 939	1 538	1 538	9%	Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	17 939	976	976	5%	
Titre 1. Recettes fiscales	17 939	1 538	1 538	9%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 794	98	98	5%	
Redevance d'usure de la route (RUR)	17 939	1 538	1 538	9%	Titre 5. Dépenses d'investissement	16 145	879	879	5%	
B. TOTAL RECETTES DES CAS	111 246	24 428	47 160	42%	B. TOTAL DEPENSES DES CAS	111 246	20 288	41 856	38%	5 304
C. TOTAL RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT	2 113 419	397 844	939 629	44%	C. TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT	2 019 117	303 971	717 888	36%	221 741
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL										221 741
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE										221 741

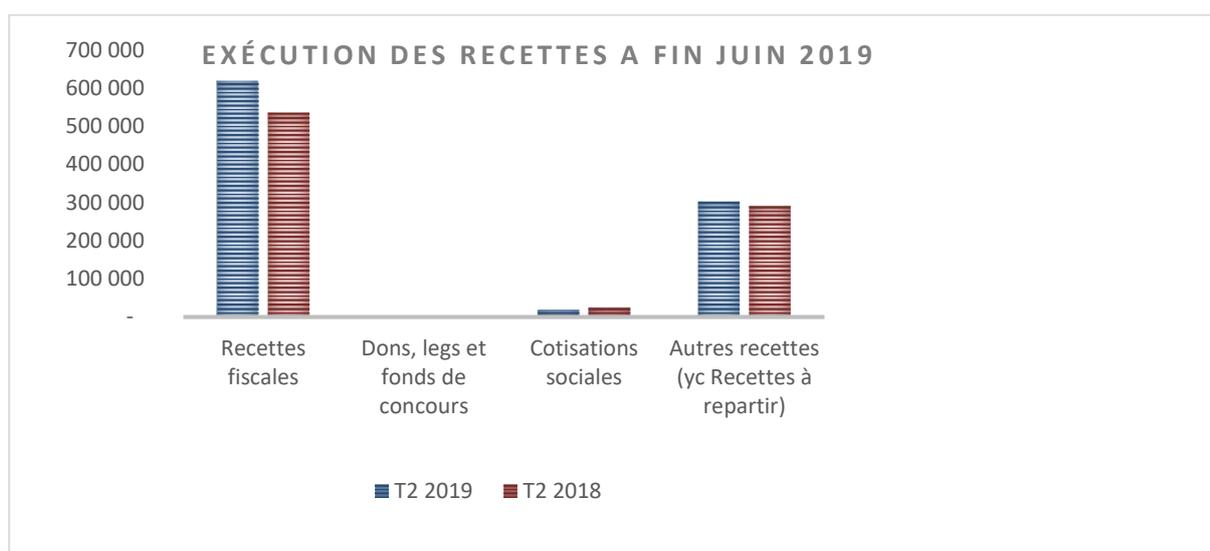
Source : DGBFiP

Les recettes du budget de l'Etat

Au 30 juin 2019, le montant total des recettes du budget de l'Etat a atteint **939,6 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **2 113,4 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 44% contre 42% par rapport à l'exercice antérieur.

A périmètre constant, les recettes budgétaires sont en hausse de 10% par rapport aux encaissements effectués en juin 2018 qui se chiffraient à **853,6 milliards FCFA**. Elles se décomposent en recettes fiscales, dons legs et fonds de concours, cotisations sociales et autres recettes.

Figure 1 : situation des encaissements des recettes à fin juin 2019



Source : DGCPT/DGBFiP

Arrêté à **1 330,2 milliards FCFA** dans la loi de finances 2019, le montant des recettes fiscales encaissées à la fin du deuxième trimestre s'élève à **618,5 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 47%. Comparativement au deuxième trimestre de 2018, ce niveau est supérieur de **82,3 milliards FCFA**. Cette performance s'explique par une activité soutenue des secteurs porteurs de l'économie nationale.

Les recettes fiscales (hors recettes pétrolières) recouvrées enregistrent une hausse significative de 18% par rapport à juin 2018, pour atteindre **546,6 milliards FCFA**.

Le recouvrement de l'impôt sur les sociétés (IS) s'est amélioré de 42% par rapport à fin juin 2018. Il s'établit ainsi à **195,1 milliards FCFA** sur une prévision de **268,6 milliards FCFA**. Cette embellie s'explique par le renforcement des contrôles effectués par l'administration fiscale.

Au niveau du cordon douanier, les recettes encaissées à fin juin 2019 se chiffrent à **128,8 milliards FCFA** contre **121,2 milliards FCFA** en 2018.

L'IS pétrole, pour sa part, fléchit de 3% par rapport à 2018 pour se situer à **71,8 milliards FCFA**.

Comme en 2018, aucun tirage n'est enregistré au titre du fonds de concours. En revanche, les cotisations sociales enregistrent une baisse de 28% pour s'établir à **18,5 milliards FCFA**.

Par ailleurs, en dépit du faible rendement des « revenus de participations », on observe un accroissement de **9 milliards FCFA** sur le poste « Autres recettes », lié à une amélioration des revenus du domaine pétrolier.

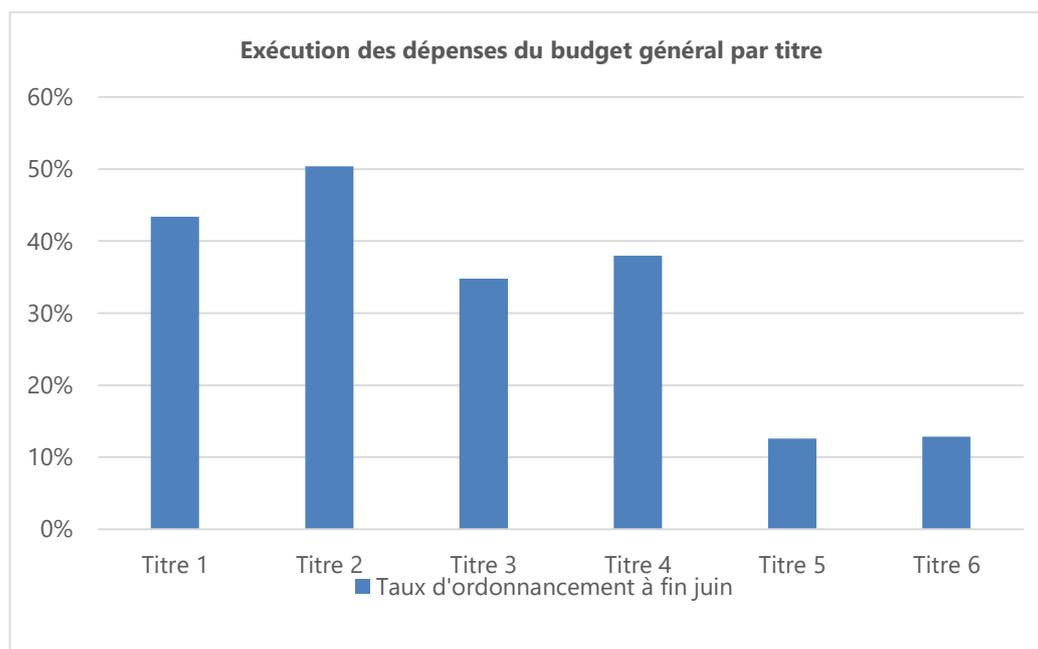
Les dépenses du budget général

1) Analyse par titre de la dépense

Au 30 juin 2019, les paiements des dépenses inscrites au budget général ont atteint **676 milliards FCFA** pour un niveau d'ordonnancement de **699,6 milliards FCFA**, soit des taux d'exécution respectifs de 35% et 37%.

Comparativement à la même période en 2018, le taux d'ordonnancement est en baisse de 3%. La tendance inverse est observée sur les paiements, soit une hausse de 1%.

Figure 2 : Exécution des dépenses du budget général par titre



Source : DGBFiP

❖ **Les charges financières de la dette (titre 1)**

Les règlements intervenus sur ce poste s'élèvent globalement à **107,1 milliards FCFA** contre une prévision annuelle de **255,6 milliards FCFA**. Ce niveau est supérieur à celui exécuté à fin juin 2018 qui avait atteint **89 milliards FCFA**.

Ces règlements sont composés de **68,6 milliards FCFA** de charges d'intérêts sur la dette extérieure et de **38,5 milliards FCFA** sur la dette intérieure.

Les intérêts sur la dette extérieure se déclinent ainsi qu'il suit :

- **8,9 milliards FCFA** sur la dette bilatérale ;
- **11,9 milliards FCFA** sur la dette multilatérale ;
- **5,7 milliards FCFA** sur les intérêts banques commerciales ;
- **42,1 milliards FCFA** sur les intérêts marchés financiers.

Les intérêts sur la dette intérieure se répartissent entre ceux en gestion au guichet de la Direction Générale de la Dette, pour **29,2 milliards FCFA**, et ceux liés à la gestion de la trésorerie de l'Etat à hauteur de **9,2 milliards FCFA**.

Les intérêts sur la dette intérieure conventionnée comprennent :

- **14,3 milliards FCFA** au titre des intérêts-banques intérieures courants ;
- **5,1 milliards FCFA** en ce qui concerne les moratoires ;
- **9,8 milliards FCFA** sur les marchés financiers.

Les charges de trésorerie de l'Etat se répartissent comme suit :

- **2,8 milliards FCFA** de facilités de caisse ;
- **5,5 milliards FCFA** sur les intérêts Bons du Trésor Assimilables (BTA) ;
- **0,8 milliard FCFA** sur les autres frais bancaires.

❖ **Les dépenses de personnel (titre 2)**

Les règlements au titre des dépenses de personnel ont atteint **339 milliards FCFA**, soit 50% du taux d'exécution au regard de la prévision de **672,8 milliards FCFA** pour l'année.

Dans cette catégorie de dépenses, la solde permanente représente **305,2 milliards FCFA²**, soit 90% du poids de l'ensemble. Les autres éléments de rémunération³ se sont élevés à **33,8 milliards FCFA**, soit 55% de la prévision.

Le détail des rubriques de ce poste de dépenses est figuré dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Exécution des dépenses de personnel (titre 2)

CATEGORIES	LF 2019	REGLEMENT AU 31 MARS	REGLEMENT AU 30 JUIN	TAUX
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	672 760	164 249	338 994	50%
Rémunérations de personnels	672 760	164 249	338 994	50%
<i>Solde permanente</i>	<i>610 760</i>	<i>152 953</i>	<i>305 167</i>	<i>50%</i>
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	<i>47 000</i>	<i>7 877</i>	<i>26 401</i>	<i>56%</i>
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	<i>15 000</i>	<i>3 420</i>	<i>7 426</i>	<i>50%</i>

Source : DGBFIP/DSREB/DS

Par ailleurs, il est constaté une hausse des effectifs de près de 1 663 agents publics du premier au deuxième trimestre 2019, soit une augmentation de près de 2% des effectifs des agents de l'Etat. Cet accroissement s'explique par la prise en compte des pré-salariés au deuxième trimestre. Toutefois, la masse salariale reste contenue.

Le tableau ci-après présente l'évolution des effectifs des agents.

Tableau 3 : Effectifs à fin juin 2019

	LF 2019	Fin 1 ^{er} trimestre 2019	Fin 2 ^{ème} trimestre 2019
Effectifs des ministères et institutions	102 079	102 639	104 302

Source : DGBFiP

❖ **Les dépenses de biens et services (titre 3)**

Prévues à **288,5 milliards FCFA**, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **100,4 milliards FCFA⁴** pour un niveau de règlement de **88,4 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 31% par rapport à la LF.

² Ce montant diffère de celui enregistré dans le TOFE de 9,6 milliards de FCFA correspondant aux prestations familiales (6,1 milliards FCFA) devant plutôt apparaître en transfert (Titre 4) et au retraitement des autres éléments de rémunérations (3,5 milliards FCFA).

³ La main d'œuvre non permanente, les capitaux décès, les services rendus et autres indemnités de session, les vacances des enseignants et autres primes.

⁴ Ce montant diffère de 24,4 milliards de FCFA de celui affiché dans le TOFE à fin juin 2019 en raison des classements méthodologiques ; le TOFE enregistrant les remboursements TVA en "variation d'arriérés" et les ADP essentiellement dans le poste "correspondants".

A fin juin, les paiements effectués sur ce titre hors remboursement de TVA et attributions de produits s'élèvent à **64 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 40% contre **46,5 milliards FCFA** l'année précédente.

Les remboursements de TVA et les attributions de produits ont été exécutés respectivement à hauteur de **20,7 milliards FCFA** (18% en taux d'exécution) et de **3,7 milliards FCFA** (26% en taux d'exécution). Comparé au premier semestre 2018, les remboursements de TVA sont en hausse de 170%, tandis que les attributions de produits enregistrent un recule de 66%.

❖ **Les dépenses de transferts (titre 4)**

Les dépenses de transferts ont été globalement ordonnancées à hauteur de **93,3 milliards FCFA**⁵ sur une prévision de **245,4 milliards FCFA**. Sur ce montant les règlements s'élèvent à **91 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 37%. Ce résultat demeure toutefois supérieur au niveau observé à fin juin 2018, soit 30%.

❖ **Les dépenses d'investissement (titre 5)**

Les ordonnancements sur les dépenses d'investissement ont atteint **47,9 milliards FCFA**⁶ à fin juin 2019, sur une prévision annuelle de **381 milliards FCFA**. Ce montant ordonnancé se répartit en **31,4 milliards FCFA** sur ressources propres, **11,7 milliards FCFA** au titre des prêts projets et **4,7 milliards FCFA** pour les collectivités locales.

L'exécution des prêts projets sur financements extérieurs a atteint un taux de réalisation de 6%, soit une mobilisation de **11,7 milliards FCFA** contre une prévision budgétaire de **183,6 milliards FCFA**. Ces décaissements ont été réalisés exclusivement auprès de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale, de l'Agence Française de Développement (AFD), de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement, tel que présenté dans le tableau ci-après.

⁵ Ce montant diffère de celui du TOFE en raison des classements méthodologiques. Il n'intègre pas les pensions mais prend en compte les attributions de produits pour un montant de 24,9 milliards de FCFA.

⁶ Ce montant intègre 4,7 milliards FCFA correspondant aux dépenses des Collectivités locales non comptabilisées dans le poste dépenses d'investissement du TOFE.

Tableau 4 : Exécution des prêts projets à fin juin 2019

N°	CREANCIERS	PROJETS	MONTANTS EN F.CFA
1	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT	REHABILITATION DU TRANSGABONAI	3 061 108 615
		PROGRAMME D'INVESTISSEMENT SECTEUR DE L'EDUCATION	722 298 385
2	BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT	RENFORCEMENT DES CAPACITES	116 989 893
3	BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE	CONSTRUCTION ROUTE PK 5-12	4 035 471 433
4	BANQUE MONDIALE	DORSALE DE COMMUNICATION	235 776 225
		PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA COMPETITIVITE	397 253 509
		INFRASTRUCTURES LOCALES	1 309 768 725
		APPUI A L'EMPLOYABILITE	1 798 581 499
TOTAL PRETS PROJETS			11 677 248 285

Source : DGBFiP, données DGD

❖ **Les autres dépenses (titre 6)**

Le poste « autres dépenses » porte essentiellement sur la prise en charge des plans sociaux et de restructuration des entreprises, des protocoles transactionnels et des condamnations pécuniaires de l'Etat. Sur une dotation initiale en LF de **64,5 milliards FCFA**, les ordonnances à fin juin 2019 ont été exécutées à hauteur de **8,3 milliards FCFA**, soit un taux de 13%.

Ces dépenses concernent essentiellement les protocoles transactionnels et ont été réglées à concurrence de **3,2 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 5%

2) Exécution des dépenses sociales

Ordonnancées à concurrence de **152 milliards FCFA**, les dépenses sociales ont été réglées pour **116,7 milliards FCFA** à fin juin, soit un taux d'exécution de 17,6% par rapport à la LF. Ces paiements concernent aussi bien les politiques publiques dédiées au secteur social que les subventions et les autres dépenses à caractère social relevant d'autres secteurs.

S'agissant des missions à caractère social, les niveaux des règlements s'établissent à **43,5 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 8% par rapport à la LF, tel qu'indiqué dans le tableau ci-après.

Tableau 5 : Dépenses des missions du secteur social à fin juin 2019 (en milliards de FCFA)

	LF 2019	ORDONNANCES	REGLT juin 2019	Tx/RGLT
Mission 11 : Education nationale	198 245 108 254	18 569 272 403	10 603 004 477	5%
Dépense de personnel	157 763 290 553	7 444 201 486	7 444 201 486	5%
Biens et services	11 489 918 500	5 560 737 920	2 758 919 644	24%
Transfert	544 480 513	-	-	0%
Investissement	28 447 418 688	5 564 332 997	399 883 347	1%
Mission 12 : Enseignement supérieur	85 935 030 561	30 228 089 846	15 287 753 659	18%
Dépense de personnel	31 012 846 376	3 444 133 476	3 444 133 476	11%
Biens et services	7 935 068 002	1 633 721 070	742 010 503	9%
Transfert	38 069 116 183	25 150 235 300	11 101 609 680	29%
Investissement	8 918 000 000	-	-	0%
Mission 22 : Prévoyance sociale	90 071 735 256	9 598 258 915	1 781 359 102	2%
Dépense de personnel	10 647 787 309	838 390 262	838 390 262	8%
Biens et services	510 000 004	346 273 261	250 903 200	49%
Transfert	78 913 947 944	8 413 595 392	692 065 640	1%
Investissement	-	-	-	-
Mission 25 : Santé	115 020 085 206	19 403 540 949	13 939 733 014	12%
Dépense de personnel	68 287 051 268	3 324 394 883	3 324 394 883	5%
Biens et services	16 954 271 379	11 967 639 150	8 086 272 499	48%
Transfert	11 373 910 996	4 111 506 916	2 529 065 632	22%
Investissement	18 404 851 563	-	-	0%
Mission 29 : Travail et Emploi	28 634 052 938	2 091 215 807	1 905 387 884	7%
Dépense de personnel	8 342 686 224	1 330 552 667	1 330 552 667	16%
Biens et services	2 121 974 000	476 890 182	312 312 260	15%
Transfert	599 330 000	283 772 958	262 522 957	44%
Investissement	17 570 062 714	-	-	0%
TOTAL	517 906 012 216	79 890 377 920	43 517 238 136	8%

Source : DGBFiP/DGCPT

Le niveau de règlements atteint est essentiellement tiré par les dépenses de l'enseignement supérieur à hauteur de **15,3 milliards FCFA**, soit un taux de 18%.

En ce qui concerne les subventions et les autres dépenses à caractère social relevant d'autres secteurs, le niveau de règlement à fin juin s'établit à **73,1 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 50,6%. Le détail de cette exécution est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 6 : Subventions de l'Etat à fin juin 2019 (en milliards de FCFA)

SUBVENTIONS	LF 2019	Ordonnance	REGLT juin 2019	TAUX
Soutien aux prix des produits pétroliers (SOGARA)	46 300 000 000	7 452 090 230	7 452 090 230	16,1%
Ticket modérateur transport urbain (SOGATRA)	4 360 000 000	1 594 733 000	388 000 000	8,9%
Prestations familiales (allocations familiales, rentrée scolaire)	16 500 000 000	6 590 000 000	6 140 389 100	37,2%
Pensions (part patronale)	31 390 000 000	31 736 000 000	31 580 000 000	100,6%
Accès aux services sociaux de base (électricité, eau potable)	3 870 000 000			0,0%
Frais d'inhumation et transport	1 750 000 000	393 704 822	393 704 822	22,5%
GEF-CNAMGS	27 200 000 000	10 500 000 000	10 473 343 082	38,5%
CNAMGS (Agents publics)	11 200 000 000	7 276 218 556	7 276 218 556	65,0%
Scolarité des enfants de diplomates	2 059 691 627	1 801 885 155	1 801 885 155	87,5%
CNSS		7 636 654 516	7 636 654 516	-
TOTAL SUBVENTIONS	144 629 691 627	74 981 286 279	73 142 285 461	50,6%
Dépenses sociales	517 906 012 216	79 890 377 920	43 517 238 136	8,4%
Total général (Dépenses sociales+subventions)	662 535 703 842	154 871 664 199	116 659 523 597	17,6%

Source : DGBFiP, DGCPT

Les comptes d'affectation spéciale

Le solde des comptes spéciaux (cf. annexe 7) s'établit à **5,7 milliards FCFA**, soit un excédent par rapport à la mobilisation des recettes qui prévoyait l'équilibre des comptes.

Le compte d'affectation spéciale « **Pensions** » présente de manière détaillée les recettes et les dépenses de l'ensemble des régimes de pensions de retraite. Il a été exécuté en recettes et en dépenses à **31,7 milliards FCFA** sur une prévision de **61,5 milliards FCFA**.

Le compte d'affectation spéciale « **Prestations familiales et sociales** » a été exécuté en recettes et en dépenses à **6,6 milliards FCFA**.

Le compte d'affectation spéciale « **Promotion audiovisuelle et cinématographique** » a été exécuté en équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de **302 millions FCFA**.

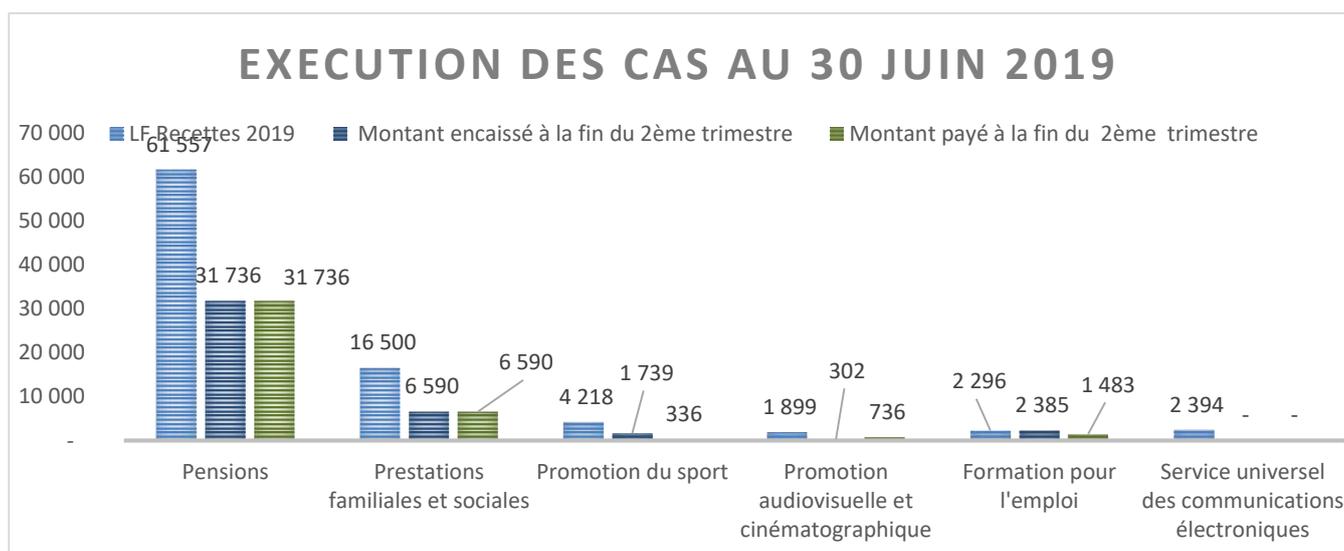
Le compte d'affectation spéciale « **Formation pour l'emploi** » a été exécuté respectivement en recettes et en dépenses à **2,4 milliards FCFA** et **1,5 milliard FCFA**.

A fin juin, les soldes des comptes d'affectation spéciale « **Promotion du sport** » et « **Gestion du patrimoine routier et qualité des carburants** » sont respectivement de **1,4 milliard FCFA** et de **562 millions FCFA**.

Le compte d'affectation spéciale « **Promotion du logement décent** » a été exécuté uniquement en recettes pour un montant de **2,9 milliards FCFA**.

Enfin, prévu à **2,4 milliards FCFA**, le compte d'affectation spéciale « **Service Universel des Communications Electroniques** » n'a fait l'objet d'aucune exécution.

Figure 3 : Situation des comptes spéciaux à fin juin 2019



Source : DGBFiP, données DGCPT

Les opérations de financement et de trésorerie

1) Charges de financement et de trésorerie

Les charges de financement et de trésorerie, ont été exécutées à hauteur de **499,9 milliards FCFA** sur une prévision annuelle de **1 014,3 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 49%. Ces dépenses se répartissent ainsi qu'il suit :

- **192,3 milliards FCFA** d'amortissements extérieurs ;
- **88,7 milliards FCFA** d'amortissements intérieurs ;
- **189,1 milliards FCFA** d'autres amortissements, notamment les instances trésor et les arriérés TVA ;
- **29,8 milliards FCFA** des prêts et avances.

2) Ressources de financement et de trésorerie

Les ressources de financement ont été mobilisées pour **256,1 milliards FCFA** sur une prévision annuelle de **920 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 28%. Elles sont composées des tirages (prêts projets **11,7 milliards FCFA** et prêts programmes **205,3 milliards FCFA**), des émissions des titres publics (sur le marché intérieur **24,5 milliards FCFA**) et du financement non bancaire (accumulation des instances **14,7 milliards FCFA**).

Tableau 7 : Opérations de financement et de trésorerie au 30 juin 2019

	LF 2019	Exécution à fin mars	Exécution à fin juin	Taux d'exécution
Charges de financement et de trésorerie				
Amortissement (dette extérieure)	354 376	101 513	192 256	54%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	263 518	17 661	88 699	34%
Autres amortissements	152 190	107 241	189 105	124%
Correspondants du Trésor	-	-	-	-
Prêts et avances	244 216	17 658	29 806	12%
Total	1 014 300	244 073	499 865	49%
Ressources de financement et de trésorerie				
Tirages	679 520	93 032	216 965	32%
Emissions de titres publics	120 000	-	24 453	20%
Financement bancaire	-	-	-	-
Financement non bancaire	120 479	6 850	14 716	12%
Total	919 999	99 881	256 134	28%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	- 94 301	- 144 192	- 243 731	258%
Solde budgétaire global	94 301	93 873	222 170	236%
Solde net	-	- 50 318	- 21 561	

Source : DGCPT et DGBFiP

Le solde net de l'exécution des opérations de financement et de trésorerie et des opérations budgétaires s'établit à **-21,6 milliards FCFA**.

CONCLUSION

L'excédent de **222,2 milliards FCFA**, sur les opérations du budget de l'Etat enregistré **à fin juin 2019**, atténue le solde net des opérations financières de l'Etat qui s'établit à - **21,6 milliards FCFA**. Ce solde est moins prononcé que celui enregistré au deuxième trimestre 2018 qui était de **-66,8 milliards FCFA**.

En dépit d'une hausse de 10% des recettes budgétaires entre les deux périodes, ce résultat s'explique non seulement par la contreperformance enregistrée dans la mobilisation des prêts programmes (-9%), mais également par la faiblesse observée dans les émissions des titres (-30%) et les financements non bancaires (-38%).

Par ailleurs, en vue de tenir les engagements du programme en matière de dépenses, des efforts ont été réalisés dans le contrôle de la qualité et la conformité des dossiers d'engagement, ainsi que sur le respect du plan de trésorerie.

Enfin, au-delà des performances enregistrées au deuxième trimestre 2019, les efforts consentis dans le cadre de la mobilisation des recettes et du contingentement des dépenses, devront se poursuivre en vue d'améliorer l'exécution budgétaire.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

Le présent rapport est effectué à partir de données disponibles à la fin du trimestre. Toutefois, pour garantir la production de ce dernier, l'organisation des travaux d'élaboration exige une collaboration conjointe entre de nombreux services qui sont à la source de certaines données et capables d'en analyser les évolutions dans le respect des délais impartis.

Les recettes encaissées présentées dans ce rapport ont fait l'objet de rapprochements avec le niveau des liquidations faites par les régies financières.

En ce qui concerne l'exécution des Attributions de Produits et des Comptes d'Affectation Spéciale, une analyse pertinente n'a pas pu être menée du fait de l'absence de données qualitatives, relevant de la compétence des gestionnaires.

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions FCFA)

Natures des recettes	2019			2018	
	LFI 2019	Réalisation au 2 ^{ème} trimestre 2019	Taux	LFR 2018	Réalisation au 30 juin
A. TITRE 1 : RECETTES FISCALES (Brut)	1 330 257	618 461	46,5%	1 212 925	536121,3126
Impôts	536 256	352 552	65,7%	442 516	291 497
Impôts sur les sociétés	374 077	266 923	71,4%	274 574	211 310
Sociétés pétrolières	105 440	71 809	68,1%	51 869	74 091
Sociétés minières	67 558	55 282	81,8%	63 160	60 890
Retenues à la source	25 775	10 573	41,0%	20 471	13 990
Autres sociétés	175 304	129 259	73,7%	139 074	62 339
Impôts sur les personnes	138 272	66 375	48,0%	148 527	56 892
Impôts sur le revenu des personnes physiques	55 795	21 063	37,8%	47 964	14 500
Acomptes versés par les salariés	54 121	32 509	60,1%	66 104	30 201
Taxes complémentaires sur les salaires	-	12 763	-	34 408	12 156
Impôts forfaitaires sur le revenu	28 318	40	0,1%	51	35
Autres impôts sur les personnes	39	-	0,0%	-	-
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	23 907	19 254	80,5%	19 415	23 295
Taxes	794 001	265 909	33,5%	770 409	244 625
Taxes de formation professionnelle	2 296	2 385	103,9%	4 191	1 868
Droits et taxes sur la propriété	36 932	5 202	14,1%	53 615	6 283
Taxes sur les biens et services	411 973	128 662	31,2%	357 978	109 732
Droits et taxes de douanes	313 830	128 780	41,0%	317 634	121 207
Autres recettes fiscales	28 969	881	3,0%	36 991	5 535
B. TITRE 2 : DONNS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	3 458	-	0,0%	2 220	
C. TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	41 340	18 493	44,7%	37 274	25 575
Cotisations retraites	30 166	12 767	42,3%	26 100	13 388
Prélèvements sociaux	-	-	-	-	6 245
Cotisation CNAMGS	11 174	5 726	51,2%	11 174	5 942
D. TITRE 4 : AUTRES RECETTES	712 364	277 781	39,0%	750 761	268 648
Revenu de la propriété	649 316	256 642	39,5%	666 625	227 503
Revenus de participations	3 413	533	15,6%	3 251	2 315
Revenus du domaine foncier	6 010	107	1,8%	4 623	50
Revenus du domaine pétrolier	626 112	253 327	40,5%	646 397	222 815
Revenus du domaine minier	5 327	24	0,5%	5 081	45
Revenus du domaine forestier	8 455	2 651	31,4%	7 273	2 278
Recettes diverses non fiscales	63 049	21 139	33,5%	84 136	41 145
Vente de biens et services	26 000	-	0,0%	39 000	
Recettes à répartir*	-	24 894	-		23 246
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	2 113 419	939 629	44,5%	2 042 181	853 590

Source : DGBFiP, DGCP et DGI

Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en FCFA)

Article	Bénéficiaires	Nature de la recette	LF 2018	LF 2019	EXECUTION	TAUX D'EXECUTION LFI 2019
1		Collectivités locales	32 158 000 000	26 300 000 000	7 822 964 224	23%
110	Collectivités locales	Impôts sur le revenu des personnes physiques	1 797 000 000	-	-	
111	Collectivités locales	Acomptes versés par les salariés	2 453 000 000	-	-	
112	Collectivités locales	Impôts forfaitaires sur le revenu	13 000 000	-	-	
113	Collectivités locales	Taxe sur les carburants	4 094 000 000	1 091 000 000	690 900 000	129%
114	Collectivités locales	Patentes	4 810 000 000	3 334 000 000	1 682 246 580	36%
115	Collectivités locales	Licences	382 000 000	391 000 000	66 500 000	12%
116	Collectivités locales	Foncier bâti	12 477 000 000	5 022 000 000	3 433 117 644	45%
117	Collectivités locales	Foncier non bâti	3 366 000 000	2 545 000 000	536 200 000	12%
118	Collectivités locales	ISL	2 766 000 000	1 917 000 000	1 414 000 000	43%
119	Collectivités locales	Contribution pour les ordures ménagères	-	12 000 000 000	-	0%
2		Contributions Communautaires	6 643 000 000	6 890 000 000	1 283 714 029	9%
210	CEEAC	Taxe communautaire d'Intégration	3 046 000 000	3 159 000 000	139 040 224	2%
211	CEMAC	Contribution Communautaire d'Intégration	2 728 000 000	2 829 000 000	1 016 897 726	18%
212	OHADA	Prélèvement OHADA	342 000 000	355 000 000	127 074 728	18%
213	UNION AFRICAINE	Contribution à l'Union Africaine.	527 000 000	547 000 000	701 351	0%
3		Attributions de produits	121 004 000 000	58 335 000 000	27 067 611 746	21%
310	Direction Générale des Études et Laboratoires	Redevance d'Usure de la Route	419 000 000	-	-	
311	DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	Droit d'accise	81 000 000	192 000 000	79 030 000	19%
312	DG Transports	Licences de transports	20 000 000	60 000 000	21 125 800	16%
313	DG Transports	Permis de conduire	105 000 000	61 000 000	-	0%
314	DG Transports	Cartes grises	27 000 000	79 000 000	-	0%
315	DG Forêts	Ristourne sur amendes et pénalités du secteur forestier	6 400 000 000	640 000 000	315 456 746	19%
316	DG Pêches et de l'aquaculture	Ristournes sur amendes et pénalités du secteur de la pêche et de l'aquaculture	5 400 000 000	540 000 000	-	0%
317	DG Environnement et Protection de la nature	Ristournes sur amendes et pénalités du secteur de l'environnement et de la protection de la nature	140 000 000	14 000 000	131 142	1%
318	DG Marine Marchande	Ristournes sur amendes et pénalités du secteur de la Marine Marchande	2 600 000 000	260 000 000	486 523 783	157%
319	DG Douanes	Redevance informatique	16 877 000 000	3 408 000 000	1 170 711 459	18%
320	DG Douanes	Contentieux/Amendes	1 174 000 000	244 000 000	673 695 096	5%
321	DG Douanes	Travail Extra Légal	40 000 000	8 000 000	1 774 259	11%
322	DG Douanes	Magasinage	70 000 000	15 000 000	2 174 517	7%
323	DG Douanes	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	17 000 000	4 000 000	-	0%
324	DG Impôts	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	10 363 000 000	4 155 000 000	312 085 224	4%
325	DG Impôts	Impôts sur les sociétés	10 848 000 000	-	-	
326	DG Impôts	IRPP	6 668 000 000	-	-	
327	DG Impôts	Taxe sur la valeur ajoutée	6 542 000 000	1 596 000 000	506 805 000	14%
328	DG Impôts	Taxe sur les loyers	695 000 000	625 000 000	96 828 350	6%
329	DG Impôts	Autres impôts sur les personnes	2 000 000	-	-	
330	CDC (*)	Fond national de l'habitat	4 709 000 000	-	2 870 000 000	
331	CNAMGS	Contribution Spéciale à la Solidarité/Redevance Obligatoire à l'Assurance Maladie	19 911 000 000	27 240 000 000	12 796 978 267	22%
332	CNAMGS	Cotisation des agents	11 174 000 000	11 174 000 000	6 075 687 813	27%
333	ANPN (*)	Taxe sur les jeux de hasard (ANPN / 20%)	160 000 000	92 000 000	39 700 000	13%
334	Fonds de péréquation	Impôts sur le revenu des personnes physiques	1 062 000 000	550 000 000	267 860 000	21%
335	CNEE (Fonds Spéciale Eau) (*)	Contribution spéciale de l'eau	1 300 000 000	520 000 000	-	0%
336	CNEE (Fonds Spéciale Électricité) (*)	Contribution spéciale de l'électricité	8 000 000 000	3 200 000 000	1 351 044 290	16%
337	AGASA (*)	Ristournes AGASA	654 000 000	343 000 000	-	204%
338	ANGTI (*)	Redevance d'Usure de la Route (affectée)	5 546 000 000	-	-	
339	DG Impôts	Redevance d'Usure de la Route (affectée)	-	-	-	
340		Redevances Examen et concours	-	1 145 000 000	-	0%
341		Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	-	397 000 000	-	0%
342		Ristournes issues des autorisations et renouvellement d'emploi aux travailleurs étrangers	-	101 000 000	-	0%
343	DG Travail	Ristournes issues des contrôles	-	600 000 000	-	0%
344	ANBG	Ristournes sur Commission	-	22 000 000	-	0%
345	ANUTTC	Ristournes sur Amendes et divers	-	1 050 000 000	-	27%
		TOTAL RECETTES AFFECTEES	159 805 000 000	91 525 000 000	36 174 289 999	21%

Source : DGBFiP et DGCPT

Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions FCFA)

Catégorie de dépenses	2019					2018				
	LF 2019	Montant ordonnancé à la fin du 2ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 2ème trimestre	Taux d'exécution	LFR 2018	Montant ordonnancé à la fin du 2ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 2ème trimestre	Taux d'exécution
Titre 1. Charges financières de la dette	255 594	110 879	43%	107 098	42%	231 951	89 057	38%	89 057	38%
Titre 2. Dépenses de personnel	672 760	338 994	50%	338 994	50%	640 859	365 994	57%	353 267	55%
Titre 3. Dépenses de biens et services	288 538	100 369	35%	88 407	31%	315 075	102 407	33%	64 954	21%
Titre 4. Dépenses de transfert	245 435	93 263	38%	91 018	37%	259 369	121 919	47%	77 469	30%
Titre 5. Dépenses d'investissement	381 044	47 870	13%	47 360	12%	352 923	65 746	19%	48 324	14%
Titre 6. Autres dépenses	64 500	8 290	13%	3 159	5%	69 500	1 177	2%	318	0%
Total des dépenses pour le budget général	1 907 871	699 665	37%	676 036	35%	1 869 677	746 300	40%	633 389	34%

Sources : DGCPT et DGBFiP

**Annexe 4 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire
(en millions FCFA)**

	LF 2019	Montant des ordonnancements à la fin du 2ème trimestre	Montant des paiements à la fin du 2ème trimestre
Titre 1. Charges financières de la dette	255 591	110 879	107 098
Extérieur	164 160	69 947	68 597
Intérêts sur emprunts extérieurs - courants	152 160	69 947	68 597
Bilatéraux	20 328	8 928	8 915
Multilatéraux	29 938	11 854	11 854
Banques	23 389	7 058	5 720
Marchés financiers	78 505	42 108	42 108
Intérêts - commissions et frais	12 000	-	-
Pertes sur change	8 000		
Commission et frais extérieur DGD	4 000	-	-
Intérieur	91 431	40 932	38 501
Intérieurs - DGD	77 429	31 701	29 270
Intérêts sur emprunts intérieurs - courants	77 429	31 701	29 270
Banques intérieures	26 789	14 336	14 292
Moratoires	15 488	7 526	5 139
Marchés financiers	35 152	9 839	9 839
OTA	-		
Trésor - dette	14 002	9 231	9 231
BEAC (agios)	-		
Facilités de caisse	4 496	2 839	2 839
Bons du Trésor Assimilables	8 370	5 556	5 556
Perte de change	-		
Autres frais bancaires	1 136	835	835
AGIOS paierie étranger			
Titre 2. Dépenses de personnel	672 760	338 994	338 994
Rémunération du personnel	672 760	338 994	338 994
Solde permanente	610 760	305 167	305 167
Rémunération autres catégories de salariés	47 000	26 401	26 401
Primes et indemnités des fonctionnaires	15 000	7 426	7 426
Titre 3. Dépenses de biens et services	288 538	100 369	88 407
Autres biens et services	159 101	75 997	64 035
Remboursement TVA	115 294	20 706	20 706
Attribution des produits	14 144	3 666	3 666
Titre 4. Dépenses de transferts	245 435	93 263	91 018
Autres transferts	157 778	60 866	58 621
Soutien des prix des produits pétroliers	21 000	7 452	7 452
Attribution des produits	66 656	24 944	24 944
<i>dont Gratuité des accouchements</i>	-		
Titre 5. Dépenses d'investissement	381 043	47 870	47 360
Financements sur ressources propres	186 720	31 499	30 989
Financements extérieurs	183 599	11 677	11 677
Fonds Routier	-		
Fonds National de l'Habitat (FNH)	-		
Collectivités locales	10 724	4 694	4 694
Titre 6. Autres dépenses	64 500	8 290	3 159
Intérieurs-AJE	4 000	8 290	3 159
Protocoles transactionnels	1 000	8 290	3 159
Condamnations pécuniaires	2 000	-	-
Séquestres	500	-	-
Autres	500	-	-
Restructuration des entreprises	54 500	-	-
Coûts sociaux de restructuration	54 500	-	-
Divers	6 000	-	-
Contentieux liés aux annulations	-	-	-
Autres contentieux	6 000	-	-
TOTAL	1 907 868	699 665	676 036

Source : DGCPT

Annexe 5 : Dépenses sociales hors titre 2 (en milliards FCFA)

	LF 2019	ORDONNANCES	REGLT juin 2019	Tx/RGLT
Mission 11 : Education nationale	40 481 817 701	11 125 070 917	3 158 802 991	8%
Biens et services	11 489 918 500	5 560 737 920	2 758 919 644	24%
Transfert	544 480 513	-		0%
Investissement	28 447 418 688	5 564 332 997	399 883 347	1%
Mission 12 : Enseignement supérieur	54 922 184 185	26 783 956 370	11 843 620 183	22%
Biens et services	7 935 068 002	1 633 721 070	742 010 503	9%
Transfert	38 069 116 183	25 150 235 300	11 101 609 680	29%
Investissement	8 918 000 000	-		0%
Mission 22 : Prévoyance sociale	79 423 947 947	8 759 868 653	942 968 840	1%
Biens et services	510 000 004	346 273 261	250 903 200	49%
Transfert	78 913 947 944	8 413 595 392	692 065 640	1%
Investissement	-	-		0%
Mission 25 : Santé	46 733 033 938	16 079 146 066	10 615 338 131	23%
Biens et services	16 954 271 379	11 967 639 150	8 086 272 499	48%
Transfert	11 373 910 996	4 111 506 916	2 529 065 632	22%
Investissement	18 404 851 563	-		0%
Mission 29 : Travail et Emploi	20 291 366 714	760 663 140	574 835 217	3%
Biens et services	2 121 974 000	476 890 182	312 312 260	15%
Transfert	599 330 000	283 772 958	262 522 957	44%
Investissement	17 570 062 714	-		0%
TOTAL	241 852 350 486	63 508 705 146	27 135 565 362	11%

Source : DGBFiP

Annexe 6 : Présentation détaillée des opérations de financement et de trésorerie (en millions FCFA)

	LF 2019	Exécution à fin mars 2019	Exécution à fin juin 2019	Taux d'exécution
Charges de financement et de trésorerie				
Amortissement (dette extérieure)	354 376	101 513	192 256	54%
Emprunts extérieurs - courants	354 376	42 180	132 418	37%
Bilatéraux	50 987	14 435	25 919	51%
Multilatéraux	40 193	10 461	56 711	141%
Banques	263 196	17 284	49 788	19%
Marché international	-	-	-	-
Emprunts extérieurs - arriérés	-	59 333	59 838	-
Bilatéraux	-	908	908	-
Multilatéraux	-	4 054	4 054	-
Banques	-	54 371	54 875	-
Amortissement des prêts du secteur bancaire	263 518	17 661	88 699	34%
Intérieur - DGD	263 518	17 661	86 699	33%
Emprunts intérieurs - courants	263 518	17 661	86 699	33%
Banques	74 148	17 661	38 103	51%
Moratoires	72 634	-	14 861	20%
Divers	2 500	-	-	0%
Marchés financiers	114 236	-	33 735	30%
Emprunts intérieurs - arriérés	-	-	2 000	-
Banques	-	-	-	-
Moratoires	-	-	-	-
Divers	-	-	2 000	-
Autres amortissements	152 190	107 241	189 105	124%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	-	5 257	-	-
Instances Trésor	63 739	68 021	114 150	179%
Arriérés de TVA	88 451	28 606	69 598	79%
Arriérés intérêts extérieurs	-	5 357	5 357	-
Arriérés intérêts intérieurs	-	-	-	-
Arriérés de SOGARA	-	-	-	-
Correspondants du Trésor				-
Prêts et avances	244 216	17 658	29 806	12%
Fonds souverain de la RG	98 413	-	-	0%
Prêts nets à SOGARA	28 331	17 658	29 806	105%
Dépôt BEAC	117 472	-	-	0%
Remboursement avances statutaires	-	-	-	-
Total (I)	1 014 300	244 073	499 865	49%
Ressources de financement et de trésorerie				
Tirages	679 520	93 032	216 965	32%
Tirages sur conventions en cours	143 075	2 838	11 677	8%
Tirages sur nouvelles conventions	37 067	-	-	0%
Tirages sur prêts programmes	499 378	90 194	205 288	41%
Emissions de titres publics	120 000	-	24 453	20%
Emissions de titres publics sur le marché international	-	-	-	-
Emissions de titres publics sur le marché intérieur	120 000	-	24 453	20%
Financement bancaire	-	-	-	-
Banque centrale	-	-	-	-
Financement non bancaire	120 479	6 850	14 716	12%
Règlement arriérés fiscaux	35 000	-	-	0%
Accumulation des instances	85 479	6 850	14 716	17%
Total (II)	919 999	99 881	256 134	28%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	- 94 301	- 144 192	- 243 731	
Solde budgétaire global	94 301	93 873	222 170	
Solde net	-	- 50 318	- 21 561	

Source : DGCPT

Annexe 7 : Présentation des comptes spéciaux (en millions FCFA)

2019											
RECETTES					DEPENSES					ECART	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale	LF 2019	Montant encaissé à la fin du 1er trimestre	Montant encaissé à la fin du 2ème trimestre	Taux de réalisation	Comptes d'affectation spéciale	LF 2019	Montant payé à la fin du 1er trimestre	Montant payé à la fin du 2e trimestre	Taux de réalisation	Au 2ème trimestre	Recettes/Dépenses
Pensions	61 557	15 535	31 736	52%	Pensions	61 557	15 535	31 736	52%	29 821	-
Titre 3. Cotisations sociales	61 557	15 535	31 736	52%	Titre 4. Dépenses de transfert	61 557	15 535	31 736	52%	29 821	
Part salariale	30 166	6 444	12 769	42%	Pensions civiles et militaires	54 256	15 466	31 667	58%	22 589	
Part patronale de l'Etat	31 391	9 091	18 967	60%	Pensions spéciales	7 301	69	69	1%	7 232	
Prestations familiales et sociales	16 500	3 082	6 590	40%	Prestations familiales et sociales	16 500	3 082	6 590	40%	9 910	-
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	3 082	6 590	40%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	3 082	6 590	40%	9 910	
Allocations familiales	16 500	3 082	6 590	40%	Prestations familiales	16 500	3 082	6 590	40%	9 910	
Promotion du sport	4 218	784	1 739	41%	Promotion du sport	4 218	-	336	8%	3 882	1 403
Titre 1. Recettes fiscales	4 218	784	1 739	41%	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	
Taxe sur les jeux de hasard	276	38	119	43%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 109	-	168	8%	1 941	
Droits d'accises	3 942	746	1 620	41%	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	
				-	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 109	-	168	8%	1 941	
Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 899	302	302	16%	Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 899	200	302	16%	1 597	-
Titre 1. Recettes fiscales	1 899	302	302	16%	Titre 3. Dépenses de biens et services	633	60	101	16%	532	
Redevance audiovisuelle	1 899	302	302	16%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 266	140	201	16%	1 065	
Formation pour l'emploi	2 296	1 827	2 385	104%	Formation pour l'emploi	2 296	496	1 483	65%	814	902
Titre 1. Recettes fiscales	2 296	1 827	2 385	104%	Titre 3. Dépenses de biens et services	765	149	494	65%	271	
Taxe de formation professionnelle	2 296	1 827	2 385	104%	Titre 4. Dépenses de transfert	1 531	347	988	65%	542	
Service universel des communications électroniques	2 394	-	-	0%	Service universel des communications électroniques	2 394	-	-	0%	2 394	-
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	-	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	-	-	0%	2 394	
Redevance universelle	2 394	-	-	0%					-	-	
Promotion du logement décent	4 442	1 361	2 870	65%	Promotion du logement décent	4 442	-	-	0%	4 442	2 870
Titre 1. Recettes fiscales	4 442	1 361	2 870	65%	Titre 3. Dépenses de biens et services	888	-	-	0%	888	
Fonds National de l'Habitat (FNH)	4 442	1 361	2 870	65%	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 554	-	-	0%	3 554	
Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	17 939	1 538	1 538	9%	Gestion du patrimoine routier et qualité des carburant	17 939	976	976	5%	16 963	562
Titre 1. Recettes fiscales	17 939	1 538	1 538	9%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 794	98	98	5%	1 696	
Redevance d'usure de la route (RUR)	17 939	1 538	1 538	9%	Titre 5. Dépenses d'investissement	16 145	879	879	5%	15 267	
Total des recettes	111 246	24 428	47 160	42%	Total des dépenses	111 246	20 288	41 422	37%	69 824	5 738

Source : DGBFIP

Annexe 8 : Exécution de la solde permanente par mission (en FCFA)

N°	Mission Intitulé	Janvier		Février		Mars		Cumul à fin mars	Avril		Mai		Juin		Cumul à fin Juin
		Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Montant
1	Action extérieure du Gabon	607	631 677 495	598	624 906 445	570	604 672 332	1 861 256 272	567	599 717 955	564	594 982 564	562	592 521 849	3 648 478 640
2	Administration du territoire	559	376 647 158	539	369 397 058	545	370 882 152	1 116 926 368	555	372 548 127	573	384 750 001	587	393 342 819	2 267 567 315
3	Agriculture, élevage et pêche	950	527 680 604	938	516 686 718	928	511 629 218	1 555 996 540	928	508 374 858	925	508 408 773	926	507 641 473	3 080 421 644
4	Aménagement du territoire et tourisme	202	114 493 737	195	110 055 737	194	109 303 037	333 852 511	194	109 395 237	193	109 061 737	192	109 144 402	661 453 887
5	Conseil et Contrôle	191	155 009 465	185	149 236 065	179	145 162 075	449 407 605	178	143 313 027	177	142 012 771	176	140 027 051	874 760 454
6	Culture et Education Populaire	847	425 969 000	829	412 745 900	827	413 428 300	1 252 143 200	824	410 832 670	824	410 777 170	822	409 198 580	2 482 951 620
7	Défense	20 517	11 139 767 203	20 505	11 171 499 947	20 465	11 131 644 541	33 442 911 691	20 457	11 137 227 145	20 444	11 142 023 742	20 431	11 142 498 489	66 864 661 067
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	797	592 630 312	778	588 715 596	810	652 846 142	1 834 192 050	888	705 689 112	894	694 194 334	1 029	769 622 239	4 003 697 735
9	Economie forestière et protection de l'environnement	1 118	622 187 389	1 100	608 754 149	1 097	609 401 849	1 840 343 387	1 102	604 582 819	1 104	608 443 409	960	525 710 072	3 579 079 687
10	Communication	1 287	770 517 876	1 238	734 663 776	1 211	718 022 976	2 223 204 628	1 204	709 234 076	1 207	712 680 840	1 236	728 943 585	4 374 063 129
11	Education nationale	20 698	12 571 571 358	20 532	12 436 395 186	20 533	12 430 389 961	37 438 356 505	20 492	12 399 815 836	20 493	12 408 767 526	20 497	12 421 645 846	74 668 585 713
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	2 147	2 311 342 200	2 102	2 270 887 677	2 095	2 268 893 243	6 851 123 120	2 099	2 263 226 143	2 096	2 266 114 161	2 089	2 265 138 170	13 645 601 594
13	Entreprenariat et commerce	1 097	560 165 753	1 085	550 597 863	1 046	514 206 673	1 624 970 289	1 058	522 242 954	1 066	533 115 371	1 488	784 505 177	3 464 833 791
14	Gestion des finances publiques	3 725	2 225 628 586	3 652	2 172 608 516	3 644	2 164 446 111	6 562 683 213	3 620	2 145 799 280	3 614	2 138 286 252	3 192	1 877 762 668	12 724 531 413
15	Constructions, logements et équipements collectifs	1 777	890 680 026	1 739	868 042 881	1 764	893 373 281	2 652 096 188	1 770	904 306 806	1 765	901 964 993	1 735	891 248 403	5 349 616 390
16	mines et Industrie	351	233 314 542	346	229 288 042	300	190 302 442	652 905 026	298	183 791 642	296	181 441 892	476	266 733 552	1 284 872 112
17	Transports	974	518 168 908	943	494 064 954	935	487 873 054	1 500 106 916	940	490 221 594	941	489 213 954	801	427 035 756	2 906 578 220
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	420	272 730 453	413	267 602 083	408	263 781 299	804 113 835	412	263 659 499	410	262 488 936	697	538 420 935	1 868 683 205
19	Justice	2 779	1 913 790 610	2 748	1 889 436 780	2 730	1 882 867 013	5 686 094 403	2 743	1 907 175 863	2 745	1 905 922 646	2 408	1 598 175 285	11 097 368 197
20	Pensions	5	2 257 700	5	2 257 700	5	2 257 700	6 773 100	5	2 257 700	5	2 257 700	517	485 813 788	497 102 288
21	Pouvoirs publics	2 415	2 408 477 424	2 389	2 382 944 623	2 389	2 360 388 796	7 151 810 843	2 380	2 341 024 086	2 381	2 355 949 808	1 854	1 831 257 030	13 680 041 767
22	Pévoyance sociale	1 689	792 436 704	1 678	784 556 329	1 671	782 397 529	2 359 390 562	1 669	780 235 629	1 665	779 524 429	1 677	789 167 304	4 708 317 924
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétique	517	356 444 754	499	339 346 094	477	320 575 754	1 016 366 602	483	316 787 354	485	318 406 154	468	304 503 819	1 956 063 929
25	Santé	8 794	5 067 622 972	8 673	4 981 779 668	8 631	4 953 919 932	15 003 322 572	8 610	4 939 567 732	8 596	4 929 132 332	8 578	4 921 830 582	29 793 853 218
26	Sécurité	7 729	3 988 951 242	7 728	3 998 044 942	7 721	3 994 964 674	11 981 960 858	7 710	4 000 341 642	7 698	3 999 202 842	7 778	4 044 081 642	24 025 586 984
27	Stratégie économique	1 342	783 704 090	1 311	764 223 470	1 302	758 881 470	2 306 809 030	1 305	761 745 445	1 305	758 433 145	1 371	801 783 404	4 628 771 024
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	1 044	586 636 758	1 028	572 887 103	1 040	590 848 003	1 750 371 864	1 036	586 051 906	1 031	581 009 315	962	540 916 828	3 458 349 913
29	Travail et emploi	873	538 374 019	850	521 021 422	853	523 140 377	1 582 535 818	848	516 473 287	842	512 855 487	844	564 931 626	3 176 796 218
31	Autorités Administratives Independantes et de Regulation	88	101 590 054	88	102 252 954	89	103 662 654	307 505 662	89	102 802 914	90	103 506 414	19	21 938 400	535 753 390
32	CAS-Prestations familiales et sociales												1	385 000	385 000
Total Solde permanente (yc Prestations familiales) (A)		85 539	51 480 468 392	84 714	50 914 899 678	84 459	50 754 162 588	153 149 530 658	84 464	50 728 442 338	84 429	50 734 928 698	84 373	50 695 925 774	305 308 827 468
Prestations familiales (B)			1 026 521 800		1 027 115 000		1 027 888 900	3 081 525 700		1 026 204 600		1 019 403 400		1 013 255 400	6 140 389 100
Total hors prestations familiales (A-B)		85 539	50 453 946 592	84 714	49 887 784 678	84 459	49 726 273 688	150 068 004 958	84 464	49 702 237 738	84 429	49 715 525 298	84 373	49 682 670 374	299 168 438 368

Source : DGBFIP

Annexe 9 : Exécution des mouvements de crédits par programme (en FCFA)

TRANSFERTS DE CREDITS DE JANVIER A FIN JUIN 2019			
TITRE 2			
Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
15.598 : Pilotage et soutien aux politique des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	Modifications budgétaires des crédits des administrations	2 270 342 842	24.808: Pilotage et Soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire
SOUS TOTAL TITRE 2		2 270 342 842	
TITRE 3			
Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
25.843: Lutte contre le SIDA	Modification budgétaire, préalable au mandatement de la somme de 646 000 000 FCFA au profit du ministère de la santé pour la prise en charge de l'achat d'anticancéreux	100 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
25.836: Offre et accès aux soins	Modification budgétaire, préalable au mandatement de la somme de 646 000 000 FCFA au profit du ministère de la santé pour la prise en charge de l'achat d'anticancéreux	546 000 000	
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Modification budgétaire, préalable au mandatement de la somme de 646 000 000 FCFA au profit du ministère de la santé pour la prise en charge de l'achat d'anticancéreux	646 000 000	
25.836: Offre et accès aux soins	Modification budgétaire, préalable au mandatement de la somme de 3 500 000 000 FCFA au profit de la Direction Générale de la Lutte Contre le Sida pour la prise en charge de l'achat d'antirétroviraux.	380 818 000	
25.843: Lutte contre le SIDA	Modification budgétaire, préalable au mandatement de la somme de 3 500 000 000 FCFA au profit de la Direction Générale de la Lutte Contre le Sida pour la prise en charge de l'achat d'antirétroviraux.	1 362 467 662	
25.829: Prévention et sécurité sanitaire	Modification budgétaire, préalable au mandatement de la somme de 3 500 000 000 FCFA au profit de la Direction Générale de la Lutte Contre le Sida pour la prise en charge de l'achat d'antirétroviraux.	1 756 714 338	
23.780 : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Modification budgétaire, préalable au mandatement de la somme de 3 500 000 000 FCFA au profit de la Direction Générale de la Lutte Contre le Sida pour la prise en charge de l'achat d'antirétroviraux.	3 500 000 000	25.843: Lutte contre le SIDA
	Prise en charge de la participation à la 63ème session de la commission de la condition de la femme à New-York.	22 500 000	22.752: Protection et promotion de la famille
	Création UO 8.346.A1.K4 Ligne 15-8.346.1-3.	100 000 000	8.346: Coordination du travail gouvernemental
	Décision de prise en charge des dépenses liées à l'organisation des élections partielles des députés à l'assemblée nationale et des sénateurs au Sénat.	4 703 385 945	31.255: Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)
	Financement de la Célébration jumelée Journée de l'internationale de la femme et de la Journée Nationale de la Femme édition 2019.	200 000 000	22.759: Solidarité sociale
	Prise en charge de l'organisation des audiences correctionnelles et des sessions criminelles ordinaires sur l'ensemble du territoire.	2 200 000 000	19.682: Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains
	Prise en charge des dépenses liées à la mission de vérification de la gestion des conseils locaux de la mandature sortante du contrôle générale	21 000 000	8.358: Promotion de la bonne gouvernance
	Couverture des frais de scolarité des enfants des diplomates Gabonais à l'étranger.	154 131 854	1.101: Affaires Etrangères
Couverture des frais de scolarité des enfants des diplomates Gabonais à l'étranger.	154 131 854	1.101: Affaires Etrangères	

Source : DGBFiP

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
	Modification budgétaire pour la sécurisation du site minkebe et la zone D : Augmentation des crédits.	314 000 000	7.332: Vie du soldat
	Prise en charge des dépenses liées au fonctionnement du Comité de Suivi de la feuille de route du Gouvernement.	100 755 200	8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale
	Prise en charge des dépenses urgentes au profit de la Gendarmerie Nationale.	200 000 000	26.857: Gendarmerie Nationale
	Pour la prise en charge des dépenses urgentes des Forces de Police Nationale.	200 000 000	26.864: Police Nationale
	Financement de la Journée Nationale de la femme, Ministère de la Justice et des Droits Humains, Garde des Sceaux.	350 000 000	19.682: Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains
	Financement de l'organisation du dialogue social avec les partenaires de l'Education Nationale.	200 000 000	8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale
	Prise en charge des élections partielles des députés et des sénateurs.	488 800	21.738: Cour Constitutionnelle
	Cour Constitutionnelle pour la prise en charge des élections partielles des Députés et des Sénateurs, exercice 2019.	1 500 000 000	
	Financement de la rencontre entre le Gouvernement et les Partenaires sociaux.	50 000 000	8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale
	Financement de la Fête du travail.	50 000 000	29.913: Promotion de l'emploi et du travail décent
	Prise en charge de la fête du travail Cabinet du Premier Ministre.	455 000 000	8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale
	Prise en charge de la Journées Nationales de l'Evaluation.	36 750 000	8.346: Coordination du travail gouvernemental
	Approvisionnement de la ligne Interministérielle.	350 000 000	
	Prise en charge des anciens premiers ministres.	111 000 000	8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale
	Prise en charge des dépenses de Gabon Télévision.	85 000 000	10.423: Communication
	Prise en charge de l'institut de cancérologie de Libreville.	616 865 162	25.836: Offre et accès aux soins
	Prise en charge des Journées Nationales de l'Evaluation.	290 994 500	8.346: Coordination du travail gouvernemental
	Prise en charge des dépenses liées à l'organisation des élections législative partielle.	75 000 000	2.157: Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité
	Organisation de l'élection partielle	2 000 000	2.157: Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité
	Prise en charge des dépenses liées à : - Prévention de la tuberculose - Vaccin contre la poliomyélite Vaccination de routine et Antitétanique.	1 750 000 000	25.829: Prévention et sécurité sanitaire
	Commémoration du 10ème anniversaire de la mort de feu El Hadj Omar BONGO ONDIMBA.	250 000 000	8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale
	Prise en charge de la tourne de l'organisation de la rencontre Gouvernement -SENAT et Conseil National de la Démocratie.	268 000 000	8.346: Coordination du travail gouvernemental

Source : DGBFiP

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire	
	Rallonge additionnelle au profit du Gouvernorat du Haut-Ogooué.	300 000 000	2.136: Administration territoriale	
	Dotation exceptionnelle au profit de la CNLCEI.	566 706 400	31.262: Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	
	Dotation additionnelle à l'ANIF.	49 954 376	31.250: Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	
	Dotation additionnelle au profit des Gouvernorats de l'Ogooué-Ivindo et Ogooué-Maritime-	10 000 000	2.136: Administration territoriale	
	Dotation additionnelle au profit des Gouvernorats de l'Ogooué-Ivindo et Ogooué-Maritime-	10 000 000		
	Dotation additionnelle au profit des Gouvernorats	10 000 000		
	Dotation additionnelle au profit des Gouvernorats	10 000 000		
	Dotation additionnelle au profit des Gouvernorats	10 000 000		
	Dotation additionnelle au profit des Gouvernorats	10 000 000		
	Dotation additionnelle au profit des Gouvernorats	10 000 000		
	Dotation additionnelle au profit du Gouvernorat de Libreville.	10 000 000		
	Dotation additionnelle au profit de HAC	90 000 000		31.227: Haute Autorité de la Communication (HAC)
	Prise en charge du financement de la nouvelle compagnie aérienne nationale.	500 000 000		17.640: Pilotage et Soutien à la politique de transports
	Prise en charge de la Journée Nationale du Tourisme.	320 500 000	4.206: Tourisme	
	Prise en charge de Commémoration du 17 Août 2019.	306 177 975	2.136: Administration territoriale	
	Dotation exceptionnelle au profit de la Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel.	80 000 000	31.291:31.291 : Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	
	Prise en charge du Carburant de la Dépenses Nationale.	200 000 000	7.332: Vie du soldat	
7.332: Vie du soldat	Annulation des crédits.	200 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge du carburant de la dépenses.	200 000 000	7.311: Préparation et emploi des forces	
	Prise en charge des couvertures urgentes des Forces et Défenses.	80 000 000	7.332: Vie du soldat	
14.549: Gestion fiscale	Annulation des crédits.	2 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de l'organisation du Conseil Supérieur de la Magistrature.	89 000 000	19.682: Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	
	Prise du complément liée à l'organisation de la Magistrature.	3 000 000	19.682: Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	
14.549: Gestion fiscale	Annulation des crédits.	3 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de l'opération recensement biométrique.	650 000 000	28.906: Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	
30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	Commémorations du 10e anniversaire de l'accession à la magistrature suprême de Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA.	200 000 000	2.136: Administration territoriale	
14.549: Gestion fiscale	Annulation des crédits.	5 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des dépenses liées à l'entretien et la réparation de la flotte Présidentielle.	3 894 000 000	21.717: Présidence de la République	
	Prise en charge de la commission relative au diagnostic des projets réalisés dans le cadre du PSGE.	20 000 000	8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	
	Prise en charge de la sécurisation de la zone D.	250 000 000	7.332: Vie du soldat	

Source : DGBFiP

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
	Prise en charge des coupures de gestion Ambassade du Gabon en Arabie Saoudite.	16 000 000	1.122: Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon
	Prise en charge de l'organisation des festivités marquant le 59ème anniversaire de l'accession de notre pays à la magistrature suprême.	243 000 000	2.157: Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité
14.549: Gestion fiscale	Annulation des crédits.	1 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de la dotation budgétaire au profit de la Lutte Contre les cancers.	300 000 000	25.829: Prévention et sécurité sanitaire
	Prise en charge du reliquat de l'organisation de la Journée Nationale du Drapeau, édition 2019.	2 000 000	6.297: Education populaire
14.549: Gestion fiscale	Annulation des crédits.	1 222 611 242	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de la dotation additionnelle au profit de l'ANAC.	30 878 310	17.633: Transport aérien et par voie d'eau
	Prise en charge de la dotation additionnelle au profit de l'Intendance Générale des palais	157 000 000	21.717: Présidence de la République
	Prise en charge des dépenses liées aux frais de location des villas de l'équipe médicale du Président de la République.	42 276 000	21.717: Présidence de la République
	Prise en charge de l'organisation des journées du drapeau, la retraite aux flambeaux et les festivités marquant 59 anniversaire de notre pays au profit des Forces et Défenses.	350 000 000	7.339: Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale
	Prise en charge des dépenses liées à la campagne de dépistage et de sensibilisation sur la lutte contre les cancers.	300 000 000	25.829: Prévention et sécurité sanitaire
	Prise en charge de la réunion du Comité de Pilotage de la Réforme Institutionnelle de la CEEAC.	159 096 674	1.108: Intégration africaine et Coopération internationale
	Prise en charge des dépenses urgentes de la Primature.	500 000 000	8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale
	Prise en charge des dépenses liées au repas de corps de la sécurité Pénitentiaire à l'accession de la commémoration de l'accession du Gabon à la souveraineté internationale.	257 145 000	19.682: Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains
	Prise en charge des dépenses liées au transport des diplomates rappelées et nommés.	268 267 101	1.122: Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon
14.549: Gestion fiscale	Annulation des crédits.	1 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge du fonctionnement du Ministère Commerce de l'Artisanat, des petites et Moyennes Entreprises et de l'Industrie	500 000 000	13.514: Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entreprenariat et du commerce
	Prise en charge des dépenses au profit de GEMALTO	425 060 136	26.864: Police Nationale
	Prise en charge des dépenses de l'ancien premier ministre M. Paulin OBAME NGUEMA.	102 924 800	8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale
SOUS TOTAL TITRE 3		48 058 601 329	

Source : DGBFiP

TITRE 4

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge frais de mission du Premier Ministre Chef du Gouvernement et du complément frais SPG du Séminaire Gouvernemental.	205 000 000	8.346: Coordination du travail gouvernemental
	Dotation au profit du SGG.	300 000 000	
22.752: Protection et promotion de la famille	Prise en charge de la 63ème Session de la Commission de la condition de la femme.	22 500 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Dotation additionnelle au profit du SGG.	242 000 000	8.346: Coordination du travail gouvernemental
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des arriérés de contributions du Gabon auprès de l'Organisation des Nations Unies.	114 410 673	1.101: Affaires Etrangères
2.143: Décentralisation	Annulation des crédits.	3 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des prestations de ramassage des ordures dans la commune de Libreville et AKANDA.	3 000 000 000	2.143: Décentralisation
	Décision accordant subvention exceptionnelle au Conseil National Climat.	37 000 000	21.717: Présidence de la République
	Prise en charge des arriérés des ambassades.	63 076 026	1.101: Affaires Etrangères
	Prise en charge de la rencontre Gouvernement-Conseil Economique et Social et Environnemental.	50 000 000	8.346: Coordination du travail gouvernemental
25.829: Prévention et sécurité sanitaire	Annulation des crédits.	1 669 550 272	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
2.143: Décentralisation	Dotation spéciale au profit de la Mairie de Libreville.	500 000 000	
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des dépenses de Sécurité et de Souveraineté.	350 000 000	8.346: Coordination du travail gouvernemental
22.766: Protection sociale	Annulation des crédits.	1 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
2.143: Décentralisation	Annulation des crédits.	1 000 000 000	
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de la contribution du Gabon auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).	44 000 000	13.507: Promotion des échanges
	Rechargement de la ligne 15-8.346.1-4, coordination internationale-dotation de souveraineté du Gouvernement.	350 000 000	8.346: Coordination du travail gouvernemental
22.766: Protection sociale	Annulations des crédits.	2 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
2.143: Décentralisation	Annulation des crédits.	1 000 000 000	
22.766: Protection sociale	Annulation des crédits.	2 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de la subvention exceptionnelle accordée au Conseil National Climat.	106 000 000	21.717: Présidence de la République
SOUS TOTAL TITRE 4		17 053 536 971	

TITRE 5

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
2.143: Décentralisation	Annulation des crédits.	700 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
	Annulation des crédits	1 000 000 000	
15.591: Equipement et infrastructures	Annulation des crédits	1 000 000 000	
	Annulation des crédits.	2 500 000 000	
2.143: Décentralisation	Annulation des crédits.	1 000 000 000	
	Annulation des crédits.	3 000 000 000	
15.591: Equipement et infrastructures	Annulation des crédits.	3 500 000 000	
	Annulation des crédits.	2 500 000 000	
	Annulation des crédits.	7 000 000 000	
24.787: Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	Annulation des crédits.	900 000 000	
15.591: Equipement et infrastructures	Annulation des crédits.	900 000 000	
	Annulation des crédits.	6 000 000 000	
2.143: Décentralisation	Annulation des crédits.	1 000 000 000	
	Annulation des crédits.	1 500 000 000	
	Annulation des crédits.	2 000 000 000	
	Annulation des crédits.	2 000 000 000	
SOUS TOTAL TITRE 5		36 500 000 000	
TOTAL GENERAL		103 882 481 142	

Source : DGBFiP

VIREMENTS DE CREDITS DE JANVIER A JUIN 2019

TITRE 2

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
30.941: Dotation pour dépenses à caractère politique	Annulation des crédits	205 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
	Annulation des crédits.	300 000 000	
	Annulation des crédits.	20 000 000	
	Annulation des crédits.	4 575 000 000	
14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Annulation des crédits.	657 380 000	
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Financement des travaux du palais de Justice de Port-Gentil.	657 380 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Dotation au profit du Gouvernorat du Haut-Ogooué	400 000 000	14.528: Comptabilité et trésorerie de l'Etat
	Prise en charge des travaux de réhabilitation et d'aménagement de la Direction Générale des Services Spéciaux.	400 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.997: Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	Annulation des crédits.	590 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Financement des travaux de réhabilitation et équipement de la direction Générale du Ministère de la Justice de Libreville.	590 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des travaux de l'Aéroport de MVENGUE.	700 000 000	
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	2 200 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des MCO	200 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	1 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Transfert au titre de la prise en charge des MCO.	800 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Prise en charge du projet de loi de finance 2019.	500 000 000	
	Financement véhicules 2019.	120 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Complètement financement véhicules	20 000 000	
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Modification budgétaire pour la sécurisation du site minkebe et la zone D : Annulation des crédits.	314 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
	Prise en charge des dépenses urgentes de la gendarmerie nationale.	200 000 000	
	Dépenses liées au fonctionnement du Comité de Suivi de la feuille de route du Gouvernement.	100 755 200	
	Prise en charge des dépenses urgentes au profit des Forces de Police Nationale.	200 000 000	
3.185: Développement rural	Modification des crédits de la section 61, au titre de la prise en charge des évènements non budgétisés en 2019, (SIAM) et l'exposition internationale horticole de Pékin.	2 000 000	3.192: Pilotage et soutien à la politique agricole
SOUS TOTAL TITRE 2		14 751 515 200	

Source : DGBFiP

TITRE 3

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
3.185: Développement rural	Modification des crédits de la section 61, au titre de la prise en charge des évènements non budgétisés en 2019, (SIAM) et l'exposition internationale horticole de Pékin.	10 000 000	3.192: Pilotage et soutien à la politique agricole
3.164: Agriculture	Modification des crédits de la section 61, au titre de la prise en charge des évènements non budgétisés en 2019, (SIAM) et l'exposition internationale horticole de Pékin.	5 000 000	
3.171: Elevage	Modification des crédits de la section 61, au titre de la prise en charge des évènements non budgétisés en 2019, (SIAM) et l'exposition internationale horticole de Pékin.	10 000 000	
	Modification des crédits de la section 61, au titre de la prise en charge des évènements non budgétisés en 2019, (SIAM) et l'exposition internationale horticole de Pékin.	10 000 000	
3.164: Agriculture	Modification des crédits de la section 61, au titre de la prise en charge des évènements non budgétisés en 2019, (SIAM) et l'exposition internationale horticole de Pékin.	6 000 000	
3.164: Agriculture	Modification des crédits de la section 61, au titre de la prise en charge des évènements non budgétisés en 2019, (SIAM) et l'exposition internationale horticole de Pékin.	4 000 000	
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	550 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
	Annulation des crédits.	1 500 000 000	
14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Annulation crédits.	35 000 000	
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Acquisition de véhicules	180 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Financement de l'évaluation et suivi d'avancement de la réforme des finances publiques (Cabinet du ME).	59 070 000	14.542: Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	1 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des PPP	1 000 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	355 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
	Annulation des crédits.	500 000 000	
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge mission CNAMGS	100 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.997: Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	Annulation des crédits.	300 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Acquisition logicielle.	300 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	500 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des travaux du syndicat des agents du Ministère du Budget et des Comptes Publics.	200 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Prise en charge des urgences du Ministre d'Etat du Budget et des Comptes publics (Mission du FMI).	300 000 000	

Source : DGBFiP

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	500 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des urgences DGBFiP.	300 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Prise en charge de la réhabilitation de l'aéroport de Mvengue.	2 000 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Financement du projet de reconstruction du marché central de Franceville.	2 500 000 000	
	Aide financière Inspection Générale des Services Judiciaires	18 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	1 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des voiries de Port-Gentil Carrefour Lazare -Derrière SEEG (Station d'Eau).	1 000 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
2.157: Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	281 842	2.150: Prévention et gestion des catastrophes
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	1 150 504	2.136: Administration territoriale
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	5 914 500	
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	8 755 032	
10.437: Pilotage et Soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement de la MONP.	197 566	10.430: Poste
14.549: Gestion fiscale	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	632 135	14.563: Gestion de la dette
27.885: Pilotage et Soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	1 179 743	27.871: Elaboration et pilotage de la politique économique
3.192: Pilotage et soutien à la politique agricole	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	2 237 881	3.171: Elevage
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	11 723 312	3.164: Agriculture
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	18 200 000	
9.409: Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	9 006 124	9.381: Gestion Durable des Eaux et des Forêts
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	18 694 412	
15.595: Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	24 528 178	15.584: Urbanisation et aménagement du cadre de vie
24.822: Pilotage et Soutien aux politiques pétrolière et d'hydrocarbures	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement de la MONP.	11 804 998	24.815: Gestion et contrôle des activités pétrolières
11.465: Pilotage et Soutien à la politique de l'éducation nationale	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	18 590 500	11.444: Enseignement pré-primaire et primaire
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	26 856 120	11.451: Enseignement secondaire
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	30 000 000	11.444: Enseignement pré-primaire et primaire

Source : DGBFiP

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
25.850: Pilotage et Soutien à la politique sanitaire et de la prévoyance sociale	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	1 102 512	25.843: Lutte contre le SIDA
25.850: Pilotage et Soutien à la politique sanitaire et de la prévoyance sociale	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	3 090 170	25.829: Prévention et sécurité sanitaire
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	5 966 574	25.836: Offre et accès aux soins
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	6 750 000	
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	25 831 047	25.829: Prévention et sécurité sanitaire
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	29 628 412	25.836: Offre et accès aux soins
	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de la force task.	100 000 000
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Prise en charge des urgentes secteurs de la sante (Prévention de la tuberculose, maladies antitétanique, vaccination de routine).	3 000 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Commémoration du 10ème anniversaire du décès de son Excellence Feu El Hadj Omar BONGO ONDIMBA.	1 000 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Dotation spéciale au profit de la Mairie de Libreville.	500 000 000	14.528: Comptabilité et trésorerie de l'Etat
	Prise en charge du rapport d'exécution budgétaire.	200 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Dotation additionnelle au profit de la DGBFiP.	800 000 000	
7.311: Préparation et emploi des forces	Affectation des crédits du PC 4201 vers PC 0000	4 200 000	7.339: Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	250 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des commémorations de Feu Président Omar Bongo ONDIMBA.	250 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Prise en charge des frais funéraires.	10 000 000	
	Prise en charge travaux cour constitutionnelle.	9 000 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	300 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de la réunion des experts et des ministres de la CEEAC sur la réforme Institutionnelle.	300 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
1.108: Intégration africaine et Coopération internationale	Prise en charge de la Participation à la 4ème session du comité suivi de l'accord Franco-Gabonais sur les migratoires.	3 662 000	1.115: Affaires consulaires
1.122: Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	Prise en charge de la Participation à la 4ème session du comité suivi de l'accord Franco-Gabonais sur les migratoires.	3 303 827	
1.101: Affaires Etrangères	Prise en charge de la Participation à la 4ème session du comité suivi de l'accord Franco-Gabonais sur les migratoires.	3 412 000	
	Prise en charge : participation à la 4ème session du comité suivi de l'accord Franco-Gabonais sur les migratoires.	1 500 000	
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	500 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles

Source : DGBFiP

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des deux phases d'exécution des travaux relatifs à l'amélioration du suivi et du contrôle des trajectoires des dépenses courantes et d'investissement ainsi que les priorités des dépenses à court terme.	320 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	Annulation des crédits.	500 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de la nouvelle société TRANSNAT.	7 900 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	Annulation des crédits.	320 500 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de l'équipe projet prioritaire du Chef de l'Etat.	100 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	336 000 000	23.780 : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des MCO.	336 000 000	14.521 : Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Prise en charge de la commission des finances du Budget et de la comptabilité Publique de l'Assemblée Nationale, au titre de l'appui budgétaire multiforme.	65 000 000	
	Fournitures alimentaires aux prisons du Gabon.	700 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
SOUS TOTAL TITRE 3		41 307 769 389	

Source : DGBFiP

TITRE 4			
Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de la Commission des lois et des finances du Sénat.	27 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation des crédits.	200 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des MCO.	200 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Prise en charge des véhicules blindés GR.	900 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	Annulation crédits.	200 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
SOUS TOTAL TITRE 4		1 527 000 000	
TITRE 5			
Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des travaux abritant le Ministère de l'Economie et des Finances.	6 000 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Prise en charge des travaux de réfection de la Primature.	1 000 000 000	
	Prise en charge de l'alimentation de la prison de Mouila.	650 000 000	
	Prise en charge des festivités marquant la fête du 17 Aout 2019.	390 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	Annulation des crédits	200 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des urgences liées aux festivités marquant le 17 Aout 2019.	1 000 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Prise en charge pièces détachées (Garde Républicaine).	500 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Prise en charge des produits alimentaires aux prisons de Tchibanga et d'OYEM.	546 046 061	
	Prise en charge des MCO.	200 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
30.962: Dotation pour frais de transport et de déplacements	Annulation des crédits.	89 000 000	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge du fonctionnement de la Garde Républicaine.	200 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Dotation budgétaire supplémentaire (Prévision salariale de la CPPF d'août à décembre 2019).	650 000 000	
	Prise en charge alimentaire aux prisons de LAMBARENE ET FRANCEVILLE.	1 295 308 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Prise en charge du paiement des travaux du projet de remodelage de l'Ambassade du Gabon en Chine.	600 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Financement de l'Ambassade du Gabon en Chine.	200 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Prise en charge véhicule Cabinet du Ministre du Budget (MEFSN)	100 000 000	
	Prise en charge de la contribution du Gouvernement au Sommet International des Femmes Leaders d'Afrique et ailleurs Inspirateur	80 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
Prise en charge des bâtiments abritant les officiers de la Garde Républicaine.	800 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	

Source : DGBFiP

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge des dépenses urgentes du 17 aout 2019.	400 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Prise en charge des dépenses liées à organisation du 17 Aout 2019 (Force des Défenses, Police et Gendarmerie Nationale).	2 000 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Prise en charge de l'alimentation des forces et défenses.	1 100 642 400	
	Prise en charge du rapatriement des agents Choi JUNG HOON et JIMAN HER, en fin de contrat à la Présidence de la République.	100 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Fourniture alimentaire aux Forces et Défenses.	1 642 228 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations
	Prise en charge des dépenses urgentes du MEFSN.	500 000 000	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
	Prise en charge des dépenses de fonctionnement du ministère de la Promotion des Investissements, Partenariats Publics-Privés, chargé de l'Amélioration de l'Environnement des Affaires.	500 000 000	
	Prise en charge des travaux du Cabinet du Premier Ministre, Chef du Gouvernement.	1 000 000 000	
Prise en charge des travaux du Cabinet du Ministre de la Justice.	200 000 000	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	
SOUS TOTAL TITRE 5		21 943 224 461	
TOTAL GENERAL		79 529 509 050	

Source : DGBFiP

OPERATIONS DE FONGIBILITE SURVENUES DE JANVIER A JUIN 2019

TITRE 2

Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
15.584: Urbanisation et aménagement du cadre de vie	Modifications budgétaires des crédits des administrations	31 788 000	15.584: Urbanisation et aménagement du cadre de vie
13.500: Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	928 982	13.500: Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale
13.514: Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	4 011 134	13.514: Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce
4.199: Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	42 372 144	4.199: Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale
16.605: Gestion et contrôle des activités minières	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	7 681 408	16.605: Gestion et contrôle des activités minières
22.759: Solidarité sociale	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	32 266 270	22.759: Solidarité sociale
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	10 754 330	22.759: Solidarité sociale
14.549: Gestion fiscale	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	6 750 000	14.549: Gestion fiscale
3.178: Pêche et aquaculture	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	26 773 000	3.178: Pêche et aquaculture
22.759: Solidarité sociale	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	36 238 888	22.759: Solidarité sociale
	Rééquilibrage de 38 unités opérationnelles relatives au traitement des salaires de la MONP.	18 596 000	
14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Modification budgétaire pour faire face au déficit des crédits du titre 2 de l'Unité de Contrôle Budgétaire de Paris en France.	12 112 500	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
14.528: Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Virements des crédits pour paiement des parts patronales.	1 598 994 315	14.528: Comptabilité et trésorerie de l'Etat
1.101: Affaires Etrangères	Changement de poste comptable pour la mise à disposition des crédits de la mission diplomatique à CUBA.	30 000 000	1.101: Affaires Etrangères
	Changement de poste comptable pour la mise à disposition des crédits de la mission diplomatique à CUBA.	30 000 000	
14.549: Gestion fiscale	Modifications budgétaires pour la prise en compte de la MONP dans les UO A4.K5 et A4. K6	15 000 000	14.549: Gestion fiscale
	Modifications budgétaires pour la prise en compte de la MONP dans les UO A4.K5 et A4. K6	15 000 000	
SOUS TOTAL TITRE 2		1 919 266 971	

Source : DGBFiP